

M. McGrath: Si mon honorable ami veut prendre part au débat, je lui prêterai une oreille attentive quand son tour viendra.

La résolution ne constitue qu'une autre des mesures prises par le gouvernement depuis 1957, depuis son accession au pouvoir, pour remédier de façon pratique aux années de négligence, aux années maigres du régime libéral.

Des voix: Pas de discours politique!

M. McGrath: Je suis l'exemple de mon ami de Gloucester qui a parlé pendant 30 minutes. La seule différence, monsieur le président, c'est que mes paroles correspondent aux faits.

Le député a exposé très longuement dans son discours ce qu'il y aurait lieu de faire et nous a dit combien de fois les députés, membres de l'opposition, ont préconisé, au cours des dernières années, l'institution d'un office comme celui qu'envisage le projet de résolution. De l'avis du député, remonter six ans en arrière, c'est, apparemment, remonter à l'histoire ancienne. D'ailleurs, il faudrait remonter à l'histoire ancienne pour prouver quelque chose à leur avantage. Ils voudraient, en effet, nous faire oublier—ce qui n'est, d'ailleurs, pas le cas de la population des provinces atlantiques—toutes les années pendant lesquelles ils sont restés sourds aux appels de ces provinces. Je ne doute pas que le député de Bonavista-Twillingate sache qu'en 1955 encore, le premier ministre de Terre-Neuve a menacé effectivement de faire sortir sa province de la Confédération plutôt que de continuer à tolérer le traitement de deuxième ordre que lui infligeait le gouvernement d'Ottawa, dont mon honorable ami faisait partie. Nous n'avons pas, alors, entendu d'observations de la part du député de Bonavista-Twillingate, ni du député de Gloucester, non plus, parce qu'ils savaient fort bien quand il fallait se taire.

Afin de rectifier certaines inexactitudes que mon honorable ami a consignées au compte rendu, je mentionnerai brièvement les réalisations extraordinaires du gouvernement actuel, dont a parlé l'*Atlantic Advocate*, comme méritant l'appui des provinces atlantiques. Je signalerai plus particulièrement ces réalisations du point de vue de la province de Terre-Neuve. D'ailleurs, monsieur le président, il s'agit là d'une province un peu moins avancée que les trois provinces Maritimes qui, comme l'a dit mon honorable ami, traînent déjà un peu derrière les autres.

Quand le gouvernement actuel eut accédé au pouvoir en 1957, les subventions faites à la province de Terre-Neuve, qu'elles soient ou non consenties sous certaines conditions, s'élevaient approximativement à 25 millions de dollars par an. Cinq ans plus tard, monsieur le président, ces mêmes subventions étaient

augmentées à presque 70 millions par an. Ce relèvement était, d'ailleurs, si frappant, que le premier ministre de Terre-Neuve a dû admettre qu'il était temps que les choses changent à Ottawa et qu'il était heureux de ce changement de gouvernement en 1957.

Mon honorable ami n'a pas été très loquace lorsqu'on lui a demandé de désigner une seule entreprise mise à exécution par les libéraux en vue d'améliorer le sort des provinces atlantiques. Il n'a pu que mentionner le camp Gagetown, une entreprise de défense nationale.

L'hon. M. Pickersgill: Il a aussi fait mention de la chaussée de Canso.

M. McGrath: Peut-être mon honorable ami va-t-il participer plus tard à la discussion. Il a été très peu loquace, car les gens des provinces de l'Atlantique connaissent bien le dossier des réalisations du gouvernement libéral, en ce qui touche leurs provinces. Mon honorable ami a été à même de le vérifier le printemps dernier, lorsqu'il a délaissé sa propre circonscription pour faire campagne dans l'Île du Prince-Édouard. Nous savons ce qui s'est passé dans l'Île du Prince-Édouard. Nous savons aussi ce qu'a donné sa campagne en Nouvelle-Écosse.

Une voix: Et qu'est-il arrivé à Terre-Neuve?

M. McGrath: J'espère que, lors de la prochaine campagne électorale, mon honorable ami déploiera les mêmes efforts dans l'Île du Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse. Espérons aussi que les résultats seront les mêmes. Je crois qu'ils seront inchangés.

M. Robichaud: Vous voulez dire que nous ferons élire deux fois plus de députés en Nouvelle-Écosse?

M. McGrath: Fait qui me semble curieux, monsieur le président, mes honorables amis de l'opposition n'ont rien fait pour généraliser la formation professionnelle dans une région qui est en retard sur le reste du Canada pour ce qui est des progrès en matière d'éducation et qui, comme les autres régions du Canada mais à un degré plus considérable encore, souffre du chômage saisonnier. Pour que quelque chose soit fait, il a fallu attendre que le gouvernement actuel arrive au pouvoir et constate que notre pays, notamment dans les régions comme les provinces de l'Atlantique, avait grandement besoin de formation professionnelle. Le programme des libéraux—si le terme «programme» n'est pas exagéré—ne prévoyait rien pour favoriser la formation professionnelle. Ils ont plutôt essayé de saper cette formation. Il a fallu que le gouvernement actuel intervienne, modifie la loi en conséquence et porte à 75 p. 100 la participation de l'État fédéral pour que Terre-Neuve